



Un congrès décisif

André Barjonet (Paris)

Nul ne peut en douter aujourd'hui : le prochain congrès du PSU sera décisif pour l'avenir de notre Parti et à cet égard, notre responsabilité collective et individuelle de militants sera fort lourde.

Pour que le congrès marque une étape nouvelle, il faut, tout d'abord, porter un jugement objectif et précis sur le PSU actuel. C'est à mes yeux, un des mérites du texte que j'ai signé avec Henri Leclerc et d'autres camarades d'avoir souligné le bilan, largement positif, de l'action du PSU depuis deux ans et demi : actions aux côtés des travailleurs immigrés, actions en direction de l'armée, aide à la constitution de l'OJTR, nouveau style de « campagne électorale » lors des élections municipales, et — surtout — initiative sans précédent des Assemblées régionales d'ouvriers et de paysans. Il n'est pas sérieux de dire que cela s'est fait tout seul (la « spontanéité » a des limites) ni non plus que tout cela se soit fait sans (ou contre !) la DPN et le BN.

Mais si le masochisme est hors de saison, l'auto-satisfaction constituerait un danger beaucoup plus grand encore. Ce danger, c'est celui d'un « unanimité » factice et sans rivage qui, au lendemain d'un congrès « triomphal » aboutirait à émasculer la nouvelle direction et finirait inévitablement à poser les problèmes politiques en termes de tendances d'abord, de fractions ensuite.

Pour éviter cela, je ne vois qu'une seule solution : la clarification des choix politiques. Certes, il est essentiel que désormais le plus grand nombre possible de dirigeants soient élus parmi des ouvriers et des paysans ayant eux-mêmes subis l'exploitation capitaliste et ayant une pratique personnelle des luttes sociales. Certes, il est essentiel que la nouvelle direction soit réellement collective et qu'un secrétariat représentatif veille solidairement à l'application des décisions de

la DPN et du BN. Mais tout cela ne servirait de rien si la direction du Parti n'est pas élue sur une base politique claire et dépourvue de toute ambiguïté. « Seule la vérité est révolutionnaire » : la vérité, dans la France de 1971, c'est par exemple que les syndicats (y compris la CGT) ont un rôle essentiel à jouer dans les luttes ouvrières et qu'ils restent une arme indispensable contre les « empiétements du capital » (Marx).

La vérité, c'est que le PCF continue d'avoir une base ouvrière de masse et que la pratique contre-révolutionnaire de ses dirigeants — et d'un trop grand nombre de ses militants —, ne doit pas, bien au contraire, nous détourner de cette base potentiellement révolutionnaire, mais qui ne le deviendra effectivement que si nous savons lui proposer des objectifs révolutionnaires crédibles.

La vérité, c'est que certaines spéculations sur « l'insurrection armée » empêchent d'aborder quant au fond le problème essentiel de la violence révolutionnaire qui n'a aucun sens en dehors de l'action des masses.

La vérité, c'est que nous sommes en présence d'un adversaire de classe encore puissant dont nous ne viendrons à bout ni par des actions ponctuelles et isolées, ni par le prophétisme pseudo-révolutionnaire, ni par le retour au « léninisme » mais, avant tout, en nous implantant solidement dans les entreprises de façon à pouvoir agir sur le développement des luttes qui s'y mènent. Dans ce domaine, des progrès réels ont été enregistrés au cours des derniers mois, mais l'exemple de la récente grève des ouvriers de Renault montre l'importance du chemin à parcourir.

Sans doute ne s'agit-il là que de quelques exemples volontairement limités, mais qui — je pense — peuvent illustrer les choix que le congrès aura à faire. ■